

BUREAUX: RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS:

ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire. ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, chez le gérant du journal, rue Nain, 1; à Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; à Paris, chez M. Havaas, Lafitte-Bullier, à la place de la Bourse, 8; à Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 15, 7 02, 8 17, 9 47, 11 47, m., 12 24, 4 42, 3 39, 5 08, 6 15, 7 33, 8 32, 9 33, 11 11, s. Acoubaux à Tourcoing-Ancroen, 5 41, 7 15, 8 43, 10 17, 11 25, n., 1 19, 2 39, 4 50, 5 38, 8 13, 10 22, 11 35. Lille à Roubaix, 5 20, 6 55, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 40, 5 20, 6 55, 7 55, 9 05, 11 15, Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 18, 6 53, 8 08, 9 41, 11 28, 12 15, 1 47, 3 37, 5 02, 6 06, 7 24, 8 23, 9 24, 11 02, Mouscron à Lille, 6 35, 7 50, 9 22, 11 10, 11 57, 3 13, 4 42, 5 49, 7 02, 9 00.

BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Price and Quantity. Includes entries for 30/0, 4 1/2, and Emprunts (5 0/0) for dates DU 9 MAI and DU 11 MAI.

ROUBAIX, 11 MAI 1874

BULLETIN DU JOUR

On se souvient des clameurs que souleva dans l'opposition, à l'Assemblée et dans la presse, le message du maréchal de Mac-Mahon à la veille du débat sur la loi de prorogation. Il n'y avait qu'une voix dans le centre gauche comme dans la gauche pour s'indigner de cette intervention personnelle du maréchal. C'est un acte de pression, disaient les uns; c'est un moyen de forcer le vote; c'est la négation de la responsabilité ministérielle, disaient les autres; c'est la personnalité du maréchal se substituant devant la Chambre à cet être collectif qu'on appelle le cabinet. On reprochait avec une extrême vivacité aux ministres de compromettre dans une discussion publique la situation du maréchal et de se couvrir de son nom. M. Jules Simon ne parlait de rien moins que de mettre le ministère en accusation.

En un mot, le maréchal avait parlé; il aurait dû se taire; aujourd'hui, c'est tout le contraire; on ne peut pas admettre que le maréchal se taise; encore un peu, on le mettrait carrément en demeure de parler. La nouvelle donnée par la Presse, contrairement aux bruits qui s'étaient accredités un instant, le maréchal n'adressera pas de message à l'Assemblée à l'ouverture de la session, a mis en émoi l'opposition.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que ce sont les mêmes hommes qui ne voulaient pas que le maréchal pût dire qu'il acceptait la prorogation des pouvoirs, et à quelles conditions il l'acceptait, qui voudraient maintenant qu'il dît pour ainsi dire ses volontés à la majorité, en se jetant lui-même dans le débat sur les lois constitutionnelles et en transformant la question législative en question personnelle.

Dans les circonstances actuelles, ce qu'on réclame du maréchal, c'est une sorte de désaveu de son ministère; c'est tout au moins une manifestation, un motu proprio, ayant pour objet d'imprimer aux délibérations de l'Assemblée une direction différente de celle qui résulte des déclarations ministérielles. On voudrait qu'il parlât à l'Assemblée en son nom personnel, en faisant passer son message par-dessus la tête de ses ministres. Un tel mode de procéder inaugurerait une politique dangereuse; la responsabilité ministérielle deviendrait un non-sens.

L'interpellation de lord Russell a produit une certaine émotion en Italie. Plusieurs journaux croient pouvoir con-

clure des déclarations de lord Derby, que les garanties de paix n'ont plus de bases solides. L'un d'eux ajoute ce correctif: « La réserve qui marque la réponse du ministre des affaires étrangères doit, dans une certaine mesure, être attribuée à ce fait que le gouvernement anglais attend incessamment l'arrivée du czar à Londres. Or, il est bien avéré que ce souverain a l'intention de proposer lui-même au gouvernement de la Grande-Bretagne les bases d'un accord sur la question d'Orient. »

Deux dépêches de Pesth du 9 mai nous apprennent que dans la séance de la commission de la délégation autrichienne, le comte Andrassy, répondant à une interpellation sur les relations extérieures, a nié d'une façon absolue qu'il existât un danger de guerre imminent.

Il a ajouté qu'il ne connaissait aucun gouvernement, qui voudrait troubler la paix. Les entrevues des souverains ont eu pour but exclusif le maintien de la paix.

Le comte Andrassy a réfuté les assertions des journaux qui ont parlé, à l'occasion de la dernière entrevue, de prétendus arrangements politiques, tels qu'une nouvelle direction imprimée à la politique extérieure de l'Autriche.

Interpellé en outre sur les rapports de la monarchie hongroise avec le Vatican, le ministre autrichien a donné lecture de la note qu'il a envoyée en réponse à l'encyclique du pape contre les lois confessionnelles. Cette note est ferme, mais modérée. Le ministre a d'ailleurs ajouté que, depuis la note, la question est en voie d'apaisement.

CHRONIQUE

L'union républicaine s'est réunie en séance générale aujourd'hui dimanche, à 4 heures, dans son local ordinaire, rue de la Sourdière.

La gauche républicaine s'est réunie également à 2 heures, dans son local boulevard des Capucines.

Les députés de la gauche demanderont, dit-on, au gouvernement, dès les premiers jours de la rentrée, à quelle époque il compte faire procéder au renouvellement partiel des conseils généraux.

La République de la Nièvre dément la nouvelle donnée par un journal de Paris d'après laquelle les députés au congrès électoral républicain ont envoyé un des leurs à M. Thiers, et qu'ils attendent son retour pour se prononcer.

S'il faut en croire l'Événement, M. Thiers est aujourd'hui complètement rallié à l'idée de la dissolution de la Chambre, et tout le centre gauche est décidé à marcher sur ce terrain avec l'ex-président de la République.

M. Raoul Duval et quelques membres du centre droit, qui ont suivi dans sa évolution le député de la Seine Inférieure, partagent également cette manière de voir. Chaque jour, M. Thiers, dans ses conversations particulières, soutient cette thèse qu'il a déve-

loppée déjà lors de la réception des délégués des nationaux français demeurant au Chili, et il considère la dissolution comme le seul remède à la stagnation des affaires: M. Ricard est chargé au nom du centre gauche de déposer cette proposition de dissolution quand il jugera les circonstances favorables.

Le Rappel assure que dans la réunion du centre gauche annoncée pour aujourd'hui à Versailles, quelques membres doivent prendre l'initiative d'une proposition de révision de la liste des membres du groupe. Or, sait, en effet, que, depuis le 24 mai, plusieurs membres du centre gauche ont fait défection sans toutefois avoir réclamé leur radiation officielle de la liste des membres. A l'avenir, on n'admettra dans la réunion du centre gauche que ceux qui adhèrent au programme du groupe et qui votent en conséquence.

Tous les rapports des budgets des ministères pour 1875, à l'exception du ministère de la guerre, vont être déposés à la rentrée sur le bureau de la Chambre. Pour le budget de la guerre, le dépôt est différé par suite de la nécessité d'une conférence entre la commission du budget et le général du Barail. Dans le projet de budget de 1875, on n'a pas prévu les augmentations de dépenses que provoquera l'application des nouvelles lois sur les cadres et sur l'administration militaire. Le ministre de la guerre se réserve, en effet, de demander des suppléments de crédit au fur et à mesure du vote de ces lois complémentaires de la nouvelle organisation militaire. Mais la commission du budget veut connaître dans leur totalité les dépenses du budget de la guerre pour 1875, et elle réclamera du ministre des renseignements détaillés dès la rentrée.

M. le comte de Labodoyère, l'ancien sénateur, est mort samedi, à Paris, dans son hôtel de la rue de Lille.

Aujourd'hui aura lieu au cimetière de l'Est, à Paris, l'inhumation d'un des petits-fils de Victor Hugo, Georges Hugo, mort à l'âge de trois ans, le 14 avril 1868, à Bruxelles, où il avait été provisoirement enterré.

Le nouvel ambassadeur d'Allemagne, prince de Hohenzoln, est attendu à Paris lundi prochain. Son Excellence descendra à l'hôtel, l'ambassade étant encore occupée par la comtesse d'Arnim, à qui son état de santé n'a pas encore permis de retourner à Berlin.

Voici le moment revenu des grandes réunions musicales.

C'est d'abord le Willems Genootschap, de Gand, qui organise pour le mois de juillet, à l'occasion de la fête communale, un grand concours international de chant d'ensemble.

Ce concours sera, comme les précédents, divisé en deux catégories, subdivisées en villes de premier, deuxième et troisième rang. L'une de ces catégories sera exclusivement réservée à la langue flamande, l'autre à la langue française. Des prix d'honneur et d'excellence seront également distribués. Ces divers prix consisteront en médailles d'or et de vermeil ainsi qu'en indemnités pécuniaires assez considérables.

Le programme détaillé parviendra sous peu aux réunions chorales; toutefois nous engageons les sociétés qui désirent obtenir de plus amples renseignements de s'adresser à la commission directrice du Willems-Genootschap, à Gand.

Revue hebdomadaire de la Bourse.

Nous allons provoquer certainement plus d'une objection en qualifiant de satisfaisante la semaine dont nous avons à analyser le caractère et les allures.

Comment, nous dira-t-on, pouvez-vous tenir pour satisfaisants ces derniers six jours durant lesquels nos fonds d'Etat ont subi une dépréciation assez sensible?

Nous répondrons à cette observation en faisant remarquer, qu'étant donnée la situation générale du marché, ce n'est pas dans le niveau un peu plus ou un peu moins élevé des fonds français qu'est, pour le moment présent, le véritable criterium de son état, que ce criterium réside, au contraire, dans le maintien ou la disparition de l'engagement occasionné par les valeurs étrangères dont il était surchargé.

Notre 3 0/0 et notre 5 0/0 étant arrivés aux cours honorables où ils sont, leurs oscillations de 1/2, de 3/4, de 1 0/0 en hausse ou en baisse n'ont plus une signification capitale; un incident peut provoquer un recul ou une avance de 1 0/0 sans que la situation financière de la place et du crédit en soit modifiée d'une façon importante.

Mais il y a un mois encore le marché français était garrotté dans toutes ses entourures, aujourd'hui il ne l'est plus; il y a un mois encore, toutes les fortunes privées, le capital de toutes les institutions de crédit étaient atteints, dans des proportions effrayantes; aujourd'hui on peut rentrer dans la disponibilité de son capital; les pertes résultant des réalisations sont sensiblement moindres. En un mot le marché français avait au moins 200 ou 300 millions immobilisés dans des syndicats; la déperdition existante sur les fonds et les actions qu'on avait en portefeuille atteignait au moins un chiffre égal; cet argent redevenait libre, on s'imposait, pour le retrouver, des sacrifices beaucoup moins lourds.

Le 6 0/0 Péruvien avait été émis avant la guerre à 82 1/2. Les capitaux français s'étaient associés à cet emprunt, et la Société Générale y avait conservé un intérêt important. Le cours du 6 0/0 Péruvien était descendu le 15 février dernier à 60 7/16, alors qu'il finissait hier à 73 3/4. On voit ce que le capitaliste français regagne de ce chef; on se rend compte de ce que la Société Générale dégage au grand avantage de la liberté de ses allures et des intérêts de ses actionnaires. C'est le marché anglais qui absorbe en fonds péruviens tout ce que nous réalisons.

Le dernier emprunt égyptien émis par obligations durant le second semestre de 1873, était tombé de son prix d'émission de 430 à 335; il était remonté hier à 351. Tous les établissements de crédit français, Société Générale, Banque de Paris, Banque franco-égyptienne, etc., etc., avaient pris part au syndicat de l'emprunt égyptien, et étaient encombrés du solde des titres que le public n'avait pas souscrits; tous profitent par conséquent de ce mouvement de reprise qui les décharge. C'est le marché anglais qui absorbe les fonds égyptiens comme les fonds péruviens.

Le marché français avait avancé au gouvernement espagnol, sous le règne du roi Amédée, 100 millions de francs, par l'intermédiaire de la Banque de Paris et des Pays-Bas; ce prêt, outre qu'il constituait une immobilisation (dont la durée par le fait des révolutions survenues dépassait de beaucoup les délais prévus), était devenu d'un recouvrement si contestable que des parts de

ce syndicat s'étaient vendues jusqu'à 25 0/0 de perte, et à ce taux on ne trouvait que de rares acheteurs. Le 3 0/0 Espagnol Extérieur dont les portefeuilles français possèdent une quantité d'une certaine importance était tombé jusqu'à 17 0/0 environ. Sur le syndicat de 100 millions les intéressés ont touché cette semaine 25 millions; la Banque de Paris et des Pays-Bas est couverte en valeurs à échéances certaines d'autres 35 millions, dont le premier huitième est déjà encaissé et dont les sept autres vont l'être en sept mois, de mois en mois; le solde de 40 millions est actuellement garanti par un dépôt de valeurs représentant le double de son importance. D'autre part le 3 0/0 Espagnol Extérieur est remonté de 17 à 19 1/2.

Le marché français était chargé hors de toute proportion dans les valeurs ottomanes, obligations 1860, obligations 1863, obligations 1869, obligations 1873, lots turcs, rente 5 0/0. Les obligations ottomanes, presque sans exception, sont dans les portefeuilles français, et les lots turcs à peu près également. Da plus les banquiers et les capitalistes français sont porteurs de 100 à 125 millions de bons du Trésor ottoman qui sont impayés. Voici les cours de ces diverses valeurs, au 30 juin 1873, au 15 février et au 8 mai 1874:

Table with 4 columns: Date, Obligation type, and Price. Includes entries for Oblig. 1860, 1865, 1869, 1873 (Emis.), and Lots Turcs 5 0/0.

La comparaison de ces chiffres démontre ce que les portefeuilles des particuliers regagnent, ce que les institutions de crédit déshabilisent depuis deux mois du fait de la hausse des fonds ottomanes. Ajoutons qu'il se prépare des arrangements dont la solution paraît prochaine, et qui devront avoir pour conséquences non-seulement de relever encore davantage le niveau des valeurs turques que nous venons de mentionner, mais encore de faire solder les bons du Trésor ottoman qui sont en souffrance, sinon par un paiement effectif, du moins par un changement de titres qui équivaldra à un paiement effectif.

Ainsi le fait de la hausse et des facilités de réalisations des fonds péruviens, égyptiens, espagnols et turcs; du fait de la hausse des actions des institutions de crédit qui étaient un peu engorgées et qui ne gagnaient pas, et qui aujourd'hui sont dégagées et ont réalisé des bénéfices, le marché vient de reconquérir des disponibilités très considérables et de récupérer des pertes importantes et considérées depuis bien des mois comme irréparables.

C'est ce revirement qui constitue la valeur des deux dernières semaines, revirement que nous enregistrions avec joie il y a huit jours, et nous constatons la consolidation avec encore plus de contentement aujourd'hui. Le marché de Paris a retrouvé ses moyens d'action, ses raisons d'être; on comprendra que nous plaicions ces résultats bien au-dessus du petit avantage moral qu'aurait présenté une hausse nouvelle de 1 1/2 0/0 sur nos fonds publics.

Mais nous devons nous attendre à une seconde objection: Vous vous déclarez satisfaits, nous dira-t-on, de la semaine, parce que les cours des valeurs étrangères ont été l'objet d'une reprise générale; et précisément sur ces valeurs il y a eu un recul important à la Bourse d'hier! L'observation n'est que spécieuse.

Il est bien vrai qu'après avoir haussé, dix jours durant, les fonds étrangers ont éprouvé hier une réaction pendant la dernière heure

Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 12 MAI 1874.

— 21 —

LE SERMENT DE MADELEINE

PAR CHARLES DESLYS.

XX. LA LETTRE AUX CINQ CACHETS. — (Suite)

— Dans les bras du digne garçon, Madeleine poussa son fils:

— Embrasse-le, mon enfant! c'est à lui que nous devons le bonheur de pouvoir réhabiliter enfin la mémoire de ton père.

— Deux grosses larmes descendirent jusqu'aux lèvres souriantes de Barnabé.

— Ah!... conclut-il, si mon idée réussit, m'en voilà payé d'avance!

Cependant, une appréhension venait de s'offrir à l'esprit de Madeleine.

— Mais ce matin, dit-elle, pendant que tu es à Mulhouse, si là-bas, à Paris, Gandoin allait trouver et recevoir la lettre?

— N'ayez crainte, répliqua Barnabé, l'ami Antoine est de garde aujourd'hui. Demain, ce sera mon tour.

— J'y veux être aussi, fit-elle. Nous partons avec toi.

Barnabé avait prévu ce voyage. Il s'était même risqué, dans le train de plaisir, à négocier par avance l'acquisition de deux tickets de retour pour Madeleine et pour son fils.

— Ce soir, conclut-il, à six heures, la locomotive jette son coup de sifflet...

et Pierrot, d'ici là, va me faire voir les curiosités de Mulhouse... à commencer par les cités ouvrières. Voilà de ces monuments qui doivent nous intéresser, nous autres!

Le lendemain matin on était à Paris. Ce ne fut pas chose facile que modérer l'impatience de Madeleine et la contraindre à prendre quelques instants de repos.

— Quand je vous atteste que ce n'est que pour midi, répétait Barnabé. Nous avons le temps. Je reviendrai vous quêrir entre dix et onze.

Et, sans rien vouloir entendre, il s'enfuit, la laissant avec Petit-Pierre dans la chambre d'honneur réservée pour eux à son auberge.

Lorsqu'il reparut à l'heure dite, Madeleine était prête.

— Où allons-nous? demanda-t-elle.

— Déjeuner, répondit-il, rue Jean-Jacques-Rousseau. Laissez-vous conduire, la bourgeoise!... Et d'ailleurs, Petit-Pierre a faim, lui... Pas vrai, Pierrot?... Il ne voudra pas me faire l'affront d'un refus... C'est moi qui régale!

— Madeleine commençait à comprendre que Barnabé avait son plan. Elle accepta le bras qu'il lui offrait.

Il est peu de personnes qui ne connaissent l'entrée principale de la direction des postes. Presqu'en face, se trouve un marchand de vin, quelque peu restaurateur. La salle à manger est à l'entresol. Barnabé avait retenu une table auprès du vitrage. Il y fit assoir ses

deux invités; et, par l'entre-bâillement des rideaux, leur désignant la porte monumentale qui s'élevait vis-à-vis, et dont on dominait parfaitement tous les abords:

— Voilà mon observatoire, murmura-t-il en clignant de l'œil. Etes-vous fâchée d'être venue... Nous sommes, comme qui dirait, aux premières loges!

Puis, à haute voix:

— Garçon, des huîtres! Petit-Pierre n'en a jamais goûté... Je veux avoir l'étrenne de lui en offrir.

A peine Mme Michaud toucha-t-elle au menu commandé par l'amphitryon.

Ses yeux ne quittèrent guère le vitrage.

— Patience! disait Barnabé, il n'est pas encore l'heure, et notre homme est ponctuel comme le canon du Palais-Royal... Tenez! Voyez-vous là-bas, au fond de la cour, côté gauche, ces deux mots: Poste restante... Oh! nous le verrons entrer; nous aurons tout le temps de gagner du terrain. On fait queue là-dedans. Toujours foule au guichet. Des étrangers, des mystérieux, beaucoup de dames et de demoiselles voilées, cafeutrées. Leur correspondance reste ignorée des papas et des maris.

— Comme on prenait le café, midi sonna.

— Attention! fit Barnabé, voici le moment!

Il solda la carte, et non moins anxieux que ses convives, ne songea plus à regarder aussi que le trottoir l'en face.

Cinq minutes s'écoulèrent... dix minutes... L'horloge tinta le quart...

Gandoin ne paraissait pas.

— Il est en retard! murmura la voix inquiète de Barnabé. Se douterait-il qu'on le surveille? Aurait-il changé d'heure?

Puis, après une nouvelle attente:

— Juruigi! Si je vous avais fait venir pour rien! si nous étions dépistés! S'il nous échappait encore!...

Mais tout à coup, changeant de visage, avec un élan de joie dissimulé sous une narquoise grimace:

— Non! Le voici! Pincé, mon bonhomme!

Gandoin venait d'apparaître à l'angle de la rue Verdelet.

Ce n'était plus le piètre recors, sordide et râpé d'autrefois; il portait maintenant l'habit de tout le monde, mais conservait quand même cet air misérable et hargneux, cette façon de regarder en dessous, cette démarche oblique qui le faisait ressembler à quelque bête fauve en quête d'une proie. Avant de s'engager sous la petite porte qui lui inque la grande, il se retourna plusieurs fois, jetant en arrière, en avant, le coup d'œil circospect du malfaiteur qui craint d'avoir été suivi, qui ne veut être vu de personne.

Puis, d'un pas rapide, impatient, il traversa la cour, et disparut dans le bureau restant.

— Dame Madeleine, dit alors Barnabé, suivez-moi.

Il descendit l'escalier, passa de l'autre côté de la rue, franchit sans hésitation le portail.

— Mais, observa Madeleine, si nous entrons là, dans ce même bureau...

— Non! l'interrompt-il en obliquant vers la gauche, non pas... dans celui-ci: Affranchissements, valeurs déclarées... Il y a toujours du monde aussi... Voyez plutôt!

Par la porte que venait d'ouvrir son guide, la veuve de Jean Michaud aperçut une dizaine de personnes groupées autour du guichet.

— Feignons d'attendre, s'expliqua Barnabé, regardons à la fenêtre.

La fenêtre donnait sur la cour.

— Il va passer là tout près, achevait-il, et rien qu'à son allure, nous jugerons bien s'il a reçu la lettre... C'est mon second observatoire... Attention!

Tous les trois, se plaçant de façon à ne pas être aperçus du dehors, mais ne rien perdre de ce qui pouvait s'y voir, attendirent.

Un quart d'heure s'écoula, durant lequel une trentaine de personnes sortirent du bureau restant. Sur leurs physionomies, originales pour la plupart, quelques-unes grotesques, grimaciaient, s'épanouissaient, éclatèrent toutes les passions, toutes les manifestations de l'âme humaine: joie, désespoir, consternation, haine, colère, amour. Celui-ci était pâle, celui-là pourpre, un troisième vert. Ils avaient déjà lu, ils lisaient en marchant la lettre qui venait de leur être remise. Un expansif commentait tout haut la sienne; un timide, un adolescent, n'osait pas encore l'ouvrir. Les